

Commun et démocratie : un lien évident ?

Par Laurent Marseault, citoyen engagé

Au début ça m'a fait très peur comme question, je me disais : mais qu'est-ce qu'il y aurait à dire là-dessus ? Et au final, en réfléchissant un petit peu, il y a pour moi trois idées qui arrivent.

La première, c'est qu'il me semble que dès qu'on réfléchit à cette notion-là, la notion de commun et de bien commun, elle est porteuse de démocratie. Donc je m'explique, parce que parfois la nuance est mal faite entre commun et bien commun. Un bien commun c'est, par exemple, l'air. Donc ce sont des choses auxquelles tout le monde peut accéder et avec une communauté d'utilisateurs. Par contre, la différence avec les communs, c'est que, pour que l'air devienne un commun, ça voudrait dire qu'il faudrait qu'il soit gouverné collectivement. Or pour l'instant, l'air n'est pas gouverné collectivement, donc ça reste un bien commun.

Gérer collectivement cette ressource partagée, forcément, ça reconvoque l'idée même de démocratie. C'est-à-dire qu'on est plus dans l'idée de voter pour quelqu'un qui va s'occuper des choses pour nous, mais déjà c'est de prendre conscience que cet élément-là est un élément qui va être vital pour nous, mais qu'ensuite il va falloir qu'on puisse le gérer ensemble.

Le deuxième élément, c'est un élément qui est peut-être un peu plus tordu, c'est qu'actuellement, des espaces d'expérimentation de démocratie, en fait, il n'y en a pas tant que ça. On a des associations et des collectifs qui petit à petit travaillent sur des formes de gouvernance mais, bien souvent, ce sont des espaces où on va avoir des personnes qui ont déjà réfléchi au sujet. Donc le fait de dire, tiens on a des jardins partagés, et ces jardins partagés, on les gère collectivement, on les gère comme étant un commun et bien ça peut permettre à tout un tas de personnes qui ont tendance à s'éloigner de cette envie de participer à la gestion de la cité d'être reconvoquées, d'expérimenter, et petit à petit d'imaginer que par cette entrée de jardins partagés on peut imaginer, se questionner sur des sujets qui sont peut-être à d'autres niveaux.

La troisième dimension est peut-être un peu plus engagée, plus politique. Ce qu'on voit actuellement c'est qu'il y a un certain nombre de biens communs qui sont relégués par des personnes qui ont de l'argent à placer, et qui voient dans la privatisation de ces biens communs une opportunité de se faire des pépètes supplémentaires. Actuellement, on assiste à une immense logique de privatisation de l'eau et de la gestion de l'eau alors qu'on pourrait imaginer que logiquement elle puisse être traitée comme un commun. Il y a une grosse attaque sur la santé, il y a une grosse attaque sur l'éducation et donc on pourrait imaginer. Imaginons une société où toutes les choses qui seraient du registre du bien commun soient gérées par une logique privée, je pense que c'est la fin de la démocratie.

Donc le fait de retravailler ces notions, que tout le monde puisse travailler ces notions, prendre conscience qu'on a un certain nombre de choses qui sont des biens communs et qu'il nous faut gérer comme des communs, là je pense que c'est une vraie piste revigorante pour une certaine forme de démocratie.